Interview de Abdelaziz Chaambi

Cycle de conférences sur l'islamophobie : Les fonctions sociales et politiques d'un racisme respectable, organisé par le Comité Action Palestine à Bordeaux en Juin 2011.

Abdelaziz Chaambi, militant de la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie, montre comment l'islamophobie permet de neutraliser toute contestation qui pourrait naître des habitants d'origine immigrées des quartiers populaires, il en va de même au niveau international en délégitimant les mouvements de résistances. Dans tous les cas l'islamophobie a pour rôle de maintenir une domination sioniste, impérialiste occidentale.

[sz-dailymotion
url= »http://www.dailymotion.com/video/xmls47_interview-de-abdelaziz-chaambi_news » /]

Interview de Rokhaya Diallo

Cycle de conférences sur l'islamophobie : Les fonctions sociales et politiques d'un racisme respectable, organisé par le Comité Action Palestine à Bordeaux en Juin 2011.

Rokhaya Diallo, productrice et chroniqueuse télé (Canal+, RTL), militante et fondatrice en 2006 des « Indivisibles », estime qu'une stigmatisation se développe à travers l'islamophobie et au nom de la laïcité : elle insiste sur la façon dont l'islamophobie permet de revendiquer un racisme « respectable »… plus du tout voilé !

[sz-dailymotion
url= »http://www.dailymotion.com/video/xmlt4c_interview-de-rokhaya-diallo_news » /]

Interview de PIERRE TÉVANIAN

Cycle de conférences sur l'islamophobie : Les fonctions sociales et politiques d'un racisme respectable, organisé par le Comité Action Palestine à Bordeaux en Juin 2011.
Pierre Tévanian met en évidence l'instrumentalisation de la laïcité comme « nouvelle religion » pour maintenir les minorités issues des colonies dans un rapport de domination en France comme sur le plan international. Il montre également comment « l'émancipation de la femme » reste un argument employé par tous les états colonialistes en général et en France en particulier pour exprimer leur racisme « respectable » envers les musulmans et leurs prétendus archaïsmes sur cette question.

[sz-dailymotion
url= »http://www.dailymotion.com/video/xmlzxd » /]

Prisonniers en lutte pour la libération de leur peuple et

de leur patrie.

le 20/10/2011 20:50:00 (449 lectures)

Elles sont les filles de Palestine, intrépides, résolues, patientes. Elles sont la mère, la sœur, la fille et la camarade du martyr, du combattant de la liberté et du prisonnier. Elles sont le martyr, le combattant pour la liberté et le prisonnier **. [Reham Alhesi, Palestinienne, originaire d'Al-Qods]**

Depuis toujours aux côtés de leurs pères, frères, maris et fils, les femmes palestiniennes résistent et luttent activement pour la libération de leur terre. Elles accueillent et cachent les résistants, passent les messages, mais participent aussi directement aux actions armées. Comme tous les Palestiniens, elles connaissent la même répression sioniste envers les résistants. Mères de familles ou adolescentes, elles sont arrêtées, torturées et condamnées à des peines aussi lourdes que les hommes.

Militantes politiques des différentes organisations palestiniennes, mais aussi simples manifestantes et participantes à des actions de mobilisation de la population, à des grèves ou à la sensibilisation de l'opinion internationale, toute femme palestinienne est susceptible de connaître les geôles du seul Etat « démocratique » au Proche Orient, ceci dans le silence assourdissant de tous les « défenseurs » occidentaux des droits de la femme !!!

Depuis 1967, ce sont 15 000 Palestiniennes qui ont été incarcérées dans les prisons israéliennes, 3000 pendant la première Intifada et plus de 900 pendant la seconde. Depuis le début de la seconde Intifada, les femmes sont arrêtées simplement parce que leurs proches sont recherchés, afin de

faire pression sur eux et pour obtenir des informations sur les lieux ou ils se trouvent. Les barbares sionistes n'hésitent pas à les torturer psychologiquement et physiquement ou à commettre sur elles toutes sortes de sévices sexuels, parfois devant leur père ou d'autres membres de leur famille.

Elles sont dans l'ensemble retenues dans la prison d'Asharon ou à Dahmoun. Elles connaissent exactement les mêmes conditions de détention que les hommes. Lorsqu'elles doivent accoucher a l'hôpital de la prison, elles ont également les mains et les pieds attachés et ne reçoivent aucun soin ni avant, ni après.

Mais comme les hommes elles luttent à l'intérieur des prisons et mènent des grèves de la faim très dures et violemment réprimées. Leur identité de prisonnière politique se construit tout comme la cohésion avec la cause nationale et la lutte commune contre l'occupation de la patrie.

En septembre 2010, elles sont donc 36 prisonnières dans les geôles sionistes : 4 sont de Jérusalem, 3 de Palestine de 48, 28 de Cisjordanie, une de Gaza. Sept prisonnières palestiniennes sont mères de famille et cinq d'entre elles sont condamnées à perpétuité. Leur sort est une préoccupation première de la Résistance. Ainsi le 2 octobre 2009, contre l'envoi d'une vidéo du soldat sioniste Shalid détenu par les forces de la résistance, le Hamas remporte une grande victoire en obtenant la libération de 19 d'entre elles.

En août 2010, les Palestiniennes détenues dans les geôles sionistes sont :

– **Iman Ghazzawi** , de Tulkarem, mère de 2 enfants, condamnée à 13 ans de prison.

– **Ibtisam Issawi**, de Jabal Al-Mukabbir, mère de 6 enfants, condamnée à 15 ans de prison.

– **Ireena Sarahna**, du camp de réfugiés Dheisheh, mère de 2 enfants, condamnée à perpétuité

– **Qahira As-Sa’di** , de Jenin, mère de 4 enfants, condamnée à trois perpétuités + 30 ans

– **Latifa Abu Thra’** , de Naplouse, mère de 7 enfants, condamnée à 25 ans de prison, en isolement).

– **Muntaha At-Tawil** , de Ramallah, mère de 4 enfants, en détention administrative.
– **Kifah Jibril**, de Ramallah, mère de 2 enfants (en détention administrative).
Certaines prisonnières ont également leurs maris ou leurs frères dans les prisons israéliennes, mais ne sont pas autorisées à leur rendre visite :
Quatorze prisonnières ont aujourd’hui un besoin urgent de traitement médical.

Ces trente six prisonnières seront en principe libérées si l’échange entre le soldat israélien et les 100 prisonniers palestiniens et arabes actuellement en négociation aboutit.

Comité Action Palestine

La libération des prisonniers, fruit de la lutte armée.

le 20/10/2011 20:40:00 (471 lectures)

En bref, notre but clair et précis est de libérer nos captives et captifs. Si un soldat détenu par la résistance palestinienne ne suffit pas, il sera bien naturel que la résistance mette la main sur d'autres soldats pour libérer les captifs palestiniens, jusqu'à ce qu'Israël se rende compte qu'elle n'a d'autre choix que de relâcher nos captifs. Les captifs et les martyrs constituent une tranche importante de notre peuple. Il est de notre devoir de défendre notre peuple. Défendre les captifs est un devoir aussi bien religieux que national. Pour nous, les captifs sont les meilleurs de notre peuple. Nous ne les oublions jamais. [Khaled Meechal (2010)]

Octobre 2011, les déclarations du chef du bureau politique du Hamas sont devenues réalité : un accord de libération de 1027 prisonniers palestiniens vient d'être signé entre la résistance palestinienne et l'entité sioniste. Cette libération historique intervient en échange d'un soldat de l'armée coloniale retenu par la résistance depuis 2006. Toutes les femmes encore détenues seront libérées dont plusieurs soumises à des peines à perpétuité, tous les enfants seront libérés, tous les malades seront libérés. Les prisonniers emprisonnés depuis plus de 25 ans, symboles de la résistance, seront libérés en premier. Plus de 300 prisonniers encourant plusieurs perpétuités seront libérés. Des responsables de toutes les organisations de la résistance seront libérés. Pour la première fois, des prisonniers originaires d'al-Quds, des territoires de 48 et du Golan seront libérés. C'est une victoire immense pour la résistance qui a fait plier l'ennemi. Elle a été suffisamment déterminée pour conclure un accord conforme à la quasi-totalité de ses exigences. Cet accord brise les normes de tous les accords d'échanges précédents car il concerne des prisonniers dont l'entité sioniste considérait jusqu'alors la libération comme impossible. C'est donc une nouvelle défaite cuisante pour l'entité sioniste.

En effet, le régime colonial israélien ne reconnaît pas officiellement les captifs palestiniens et arabes comme des prisonniers de guerre, des combattants servant la cause de

leur peuple. Les reconnaître comme tels, ce serait pour lui admettre la légitimité de la résistance palestinienne, et donc disparaître. La propagande sioniste les stigmatise comme « terroristes » et « criminels ». Elle les déclare par conséquent « non libérables » et « non échangeables ».

Mais, confrontées à la réalité, de telles déclarations tombent dans le vide. La résistance rend inopérant le système répressif sioniste, en contraignant celui-ci à reconnaître implicitement les prisonniers comme des prisonniers de guerre. Car la libération de tous les captifs, palestiniens et arabes, est au centre du combat national. Depuis la création d'Israël, rien n'a jamais été obtenu par des négociations qui vont toujours dans le sens de l'occupant, tout a été arraché par la lutte armée, en particulier palestinienne et libanaise.

De nombreuses opérations armées ont été menées en vue de contraindre le régime sioniste à libérer des prisonniers en échange de ceux que la résistance avait capturés. Entre 68 et 70, le FPLP a détourné des avions et réalisé des prises d'otages pour libérer des prisonniers. Les années 80 ont vu les plus importants échanges de prisonniers entre Israël et l'OLP. En 1983, 6 soldats israéliens, détenus depuis plus de 14 mois par l'OLP, étaient échangés contre 4500 prisonniers palestiniens. Suite à cet échange, la prison d'Ansar, dans le Sud Liban, fut fermée. En 1985 a eu lieu « l'accord Jibril », au cours duquel le FPLP a obtenu la libération de 1150 prisonniers palestiniens. Enfin, le 2 octobre 2009, contre l'envoi d'une vidéo du caporal sioniste détenu par les forces de la résistance, le Hamas remporte une grande victoire en obtenant la libération de 19 prisonnières.

Le Hezbollah a aussi récolté les fruits de la lutte armée. Il a infligé à l'arrogance sioniste de sévères camouflets. Après avoir martelé qu'il ne négocierait jamais avec le Hezbollah, Israël s'est en effet couvert de ridicule à plusieurs reprises. En 1996, le Hezbollah a obtenu la libération de 25 prisonniers de la prison de Khiam au Sud Liban, contre 25

membres de l'ALS, une armée à la solde d'Israël. En 2004, Israël a été contraint de libérer 436 prisonniers dont 400 Palestiniens, 23 Libanais et 2 Syriens, 3 Marocains, 3 Soudanais, un Libyen et un Allemand musulman contre les corps de 3 soldats israéliens et la libération d'un agent de renseignement. En 2008, deux ans après la déconfiture des sionistes au Liban, le Hezbollah marque encore des points. Pour récupérer 2 de ses soldats, Israël libère Samir Al Kantar, le plus ancien prisonnier arabe, résistant de premier rang, avec 4 autres détenus, et restitue les corps de 200 combattants arabes.

La libération d'octobre 2011 est donc une immense victoire pour l'ensemble de la nation et du peuple palestinien. Bien sûr il reste encore 6500 prisonniers dans les geôles sionistes qui continuent leurs luttes jusqu'à la libération. Reste la question : à quand le prochain kidnapping de soldats sionistes ? Comme le déclarait Meshaal en 2010, la résistance vient de démontrer clairement que c'est la seule voie possible.

Comité Action Palestine

1027 combattants pour un criminel : la victoire de la résistance

le 20/10/2011 21:10:00 (430 lectures)

C'est au cours de la soirée que la nouvelle est tombée : l'accord d'échange entre la résistance palestinienne, en l'occurrence les Brigades d'al-Qassam qui la représente, et

les sionistes, concernant l'échange des prisonniers, a finalement abouti. Aussitôt la nouvelle annoncée, que les chaînes télévisées palestiniennes arrêtaient toutes leurs programmations pour passer, outre le discours du chef du bureau politique du Hamas, Khaled Mecha'al, à ce propos, toutes les informations circulant et publiées au fur et à mesure, dans les médias électroniques, internationaux, sionistes et arabes, sans oublier les interviews avec les membres des familles des grands chefs résistants détenus dans les prisons sionistes. Puis, ce fut le déferlement dans les rues de Gaza d'une population assiégée qui a, à juste titre, considéré cette victoire comme étant la sienne, puisque la bande de Gaza a dû subir deux attaques sionistes, la première au lendemain du kidnapping en 2006 par la résistance, du soldat sioniste, du haut de son char, qui a duré une dizaine de jours, et la seconde, en décembre 2008, dans une vaine tentative de récupérer le soldat kidnappé. La population de Gaza fut la première à se réjouir de l'accord, couronnement de ses souffrances et de leurs sacrifices et couronnement de sa fidélité à la voie de la résistance.

Devant des dizaines de milliers de citoyens, le premier ministre Ismaël Haniyyé et le porte-parole du gouvernement, M. Hayya, ont remercié tous les Palestiniens, les Arabes et les populations libres dans le monde qui ont gardé foi dans la résistance du peuple palestinien et qui le soutiennent dans sa lutte de libération nationale, contre l'ennemi sioniste et ses complices dans le monde.

Un immense remerciement fut exprimé au gouvernement égyptien, à la nouvelle république égyptienne qui a su protéger les intérêts palestiniens au cours des négociations avec les sionistes. En ce sens, il s'agit d'un des premiers grands acquis de la révolution du peuple égyptien, qui a renversé Moubarak et son équipe. Ces derniers avaient en effet, tout au long des années précédentes, fait plutôt pression sur la résistance palestinienne pour l'obliger à accepter les conditions sionistes, sous le prétexte que la résistance ne pourrait obtenir plus. Mais la résistance avait tenu ferme.

Des analyses expliquent par ailleurs l'acceptation par les sionistes de l'accord, qui reprend les revendications palestiniennes dans leur ensemble, par leur crainte de voir le régime égyptien basculer vers une hostilité plus grande envers l'entité de l'occupation, après les élections, mettant fin à Shalit, qui suivrait le chemin de Ron Arad, l'aviateur sioniste tombé sur le sol libanais et jamais retrouvé depuis.

Le prix payé par le peuple palestinien pour faire aboutir l'accord, dans les termes même de la résistance, fut très élevé. Le peuple palestinien, et notamment dans la bande de Gaza, a supporté toutes les souffrances dues au siège criminel, des dizaines de députés ont été arrêtés et certains le sont encore, les prisonniers ont assisté à la détérioration de leurs conditions de détention par suite de mesures « légalisées » par l'occupation contre eux.

Cet accord d'échange représente une victoire pour la résistance palestinienne et pour tous ceux qui ont eu foi dans la voie de la résistance. Pour la première fois, si l'accord est mené à son terme, les sionistes seront obligés de libérer des prisonniers issus des territoires occupés en 48 et des prisonniers d'al-Qods, ce qu'ils avaient jusqu'à présent refusé, notamment depuis la dernière opération d'échange en 1985, al-Nawras. Et même à cette occasion, rappelle la sœur du prisonnier maqdisi Fouad Razzaz, doyen des prisonniers d'al-Qods et appartenant au Jihad islamique, les occupants sionistes l'ont remis en cellule après l'avoir conduit jusqu'au bus devant le transporter avec les autres prisonniers. C'est dire que les sionistes n'ont aucune parole, et que tout accord avec eux doit être surveillé de près, pour empêcher un retournement de dernière minute. D'ailleurs, les membres des familles des prisonniers qui se sont exprimées au cours de cette longue nuit ayant suivi l'annonce de l'accord ont exprimé leur grande joie d'abord, puis leur crainte que les sionistes ne mettent des bâtons dans les roues, dans cet accord, réclamant à la résistance d'être fermement sur ses

gardes pour empêcher un tel retournement.

Lors de son discours, Khaled Mecha'al a souligné que cet accord d'échange est une victoire pour l'ensemble de la nation et du peuple palestinien, en espérant que ceux qui sont habitués à critiquer incessamment le Hamas puissent le comprendre également ainsi. Il y a plusieurs années déjà, en 2006, le dirigeant de la résistance islamique au Liban, sayyid Hassan Nasrullah, avait offert la victoire de cette dernière à tous les Libanais et êtres libres de ce monde. Certains avaient refusé cette victoire et ont voulu aider les occupants et leurs complices à détruire la résistance et ses victoires. En espérant que du côté palestinien les choses n'aillent pas aussi loin par les détracteurs de la résistance, il faut cependant s'attendre à des mises en doute, des critiques et même des surenchères, ce qui fait partie de la nature des choses, malgré l'unité sur le terrain manifestée par le peuple palestinien dans le soutien à la grève des prisonniers, en l'absence d'une unité de programme et de stratégie de lutte contre l'entité de l'ennemi.

La grève de la faim menée par les prisonniers palestiniens dans les geôles de l'occupation a montré la voie de l'unité et celle de la résistance, tout comme elle a réussi à ébranler les murs des prisons de l'occupation. La solidarité autour des prisonniers en grève, que ce soit dans les territoires occupés en 67, en 48 ou dans l'exil, et la participation active à des grèves de la faim, à Haïfa, à Nasra, et aujourd'hui à Umm al-Fahem, pour ne citer que les territoires occupés en 48, promet une victoire des prisonniers, qui devra s'ajouter à celle obtenue par l'accord d'échange.

Cet accord d'échange ne libère que 1027 prisonniers sur environ 6500 prisonniers, détenus dans les prisons sionistes. D'ores et déjà, d'après les déclarations du chef des Brigades d'al-Aqsa et de Khaled Mecha'al, nous savons que seront libérées toutes les combattantes, y compris celles condamnées à des perpétuités, comme Ahlam Tamimi, Qahira

Saadi, Mouna Amné, que les sionistes avaient refusé auparavant de libérer. Seront également libérés tous les prisonniers enfants et âgés, ainsi que les prisonniers souffrant de graves maladies. 450 combattants appartenant à toutes les formations et à toutes les régions, même arabes, condamnés à plusieurs perpétuités et/ou considérés comme anciens prisonniers (plus de 20 ans de prison) feront partie du premier groupe en échange de l'arrivée du soldat sioniste en Egypte ou en Allemagne. Deux mois plus tard, 550 prisonniers aux condamnations moins lourdes seront libérés, d'après l'accord d'échange. Parmi les 450 combattants qui seront libérés, figurent les dirigeants des mouvements de la résistance. Certains, avec leur accord, seront déportés (environ 200) soit vers Gaza soit vers des pays arabes. C'est, d'après la résistance, le seul point sur lequel elle a reculé face aux sionistes, qui réclamaient la déportation des 450 combattants.

Reste finalement la question : à quand le prochain kidnapping de soldats sionistes ? Car tant que les combattants de la liberté sont détenus par l'état colonial, et comme cela a été prouvé plusieurs fois, tout au long de ce conflit, seul l'échange contre des sionistes kidnappés est en mesure de libérer les prisonniers. [Fadwa Nassar, 12 octobre 2011]

Comité Action Palestine

image alasra.ps

Elus et prisonniers

le 18/9/2011 15:00:00 (598 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année un **calendrier** rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers**. Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. » Elus et prisonniers » a été publié pour le mois de août 2011.

Le discours sioniste et occidental sur la démocratie a perdu toute sa crédibilité avec le kidnapping de Marwan Barghouti (avril 2002, condamné à cinq fois la prison à vie plus 40 années, toujours emprisonné) et Hussam Khader (2004, libéré en 2009), tous deux députés au Conseil Législatif Palestinien. Il devient tout simplement une farce après les élections législatives de 2006, largement remportées par le Mouvement de la Résistance Islamique (Hamas). En effet, le 29 juin de cette même année, les forces d'occupation raflent plusieurs dizaines de dirigeants de l'organisation Hamas, dont 26 membres du Parlement nouvellement élus, et 8 ministres du nouveau gouvernement. Le 5 août de la même année, c'est au tour d'Aziz Dweik, le président du Conseil Législatif Palestinien. La plupart d'entre eux vont rester plus de trois ans en détention administrative. En septembre 2010, dix élus palestiniens demeurent détenus en Israël : Marwan Al-Barghouti (Fatah), Jamal Tirawi (Fatah) Ahmad Sa'adat (FPLP), Hasan Yousef Khalil (Hamas), Muhammad Abu Tayr (Hamas), Ali Romanin (Hamas), Basem Za'arir (Hamas), Ayman Daraghmeh (Hamas), Abedl Jaber Fokaha (Hamas), Muhammad Tawtah (Hamas).

Mais même une fois libérés, le pire les attend. En effet, dès leur libération au printemps 2010, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah, Muhammad Abu Tayr et l'ancien ministre, Khaled Abou Arfeh, tous élus de la ville d'Al-Quds, reçoivent un avis de déportation vers Gaza. Refusant cette déportation, Abu Tayr est de nouveau arrêté. Pour éviter la déportation, Ahmad Attoun, Muhammad Tawtah et l'ancien ministre Khaled Abou Arfeh se réfugient quant à eux dans les locaux de la Croix-Rouge à al-Quds, l'ONU ayant refusé de leur porter assistance et dévoilant une fois encore sa collaboration avec l'occupant. La stratégie sioniste de déportation vise deux objectifs : d'une part favoriser l'emprise d'une autorité palestinienne collaborationniste sur tous les territoires palestiniens ; d'autre part renforcer la judaïsation de la ville d'Al Quds.

Sous le prétexte de répondre à la capture d'un soldat israélien par les forces de la résistance en juin 2006, le kidnapping des élus palestiniens est en fait une réaction à la nouvelle donne politique en Cisjordanie et à Gaza, nouvelle donne qui contrecarre la stratégie de l'occupant et de ses alliés occidentaux. A travers ces élections, le peuple palestinien a fait le choix de la résistance et non de la capitulation. Pour cela, il devait être puni. Mais il fallait surtout arrêter cette évolution politique dans les territoires occupés : **un objectif qui ne sera jamais atteint.**

Comité Action Palestine

image alalamtv

Libérez tous les prisonniers arabes détenus par les sionistes

le 18/9/2011 14:50:00 (591 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année un **calendrier** rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers**. Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. » Libérez tous les prisonniers arabes détenus par les sionistes » a été publié pour le mois de septembre 2011.



«Ces détenus portent en eux l'esprit du martyre et de l'abnégation, ils ont fait ce qu'ils ont fait pour la liberté, la dignité, et le bien être des autres, pour que nos familles soient en paix ; ils méritent un engagement en leur faveur et en faveur de leur famille de la part de tous pour obtenir leur libération (…) C'est pour cela que nous, au Hezbollah, nous nous sentons concernés par tous les détenus, même les palestiniens, syriens ou arabes dans les geôles israéliennes, quelle que soient leurs appartenances politique et religieuse.» (Sayed Nasrallah, juillet 2009).

L'État de guerre permanente qu'est le système colonial israélien n'enferme pas seulement les Palestiniens. Au cours des agressions militaires successives des pays voisins, l'armée sioniste capture et enferme dans ses geôles des

prisonniers libanais, jordaniens, égyptiens, syriens et même iraniens. Il y a 35 prisonniers jordaniens dans les geôles sionistes dont une femme Ahlam Tamimi. On dénombre aussi 323 Jordaniens détenus pour raison de sécurité. Après plus de 20 ans dans les geôles sionistes, Sultan Ajlouni et 4 autres prisonniers jordaniens ont été déplacés dans des prisons jordaniennes pour qu'ils y terminent leur peine….ce qui traduit bien la collaboration de l'Etat sioniste avec certains gouvernements arabes. Il y a 37 prisonniers syriens enfermés depuis plus de 25 ans. Il y a aussi 115 prisonniers soudanais, 10 égyptiens, 1 saoudien qui a terminé sa peine, mais est encore incarcéré, et un irakien.

La question des prisonniers est donc toujours centrale pour les relations en l'Etat sioniste et les pays arabes voisins, qu'elle soit de l'ordre de la collaboration ou du conflit. Mais pour tous les mouvements de résistance, la libération des prisonniers par tous les moyens envisageables est toujours la priorité.

Le Liban est exemplaire à ce titre. Pendant l'occupation du Liban Sud par les forces sionistes, la prison de Khiam (vestige du Mandat français sur le Liban) a été rendue tristement célèbre en raison des 3000 prisonniers, hommes, femmes et enfants qui y ont été détenus et en raison des tortures qu'ils y ont subies. Le 23 mai 2000, lorsque la résistance libanaise mettait en déroute les forces d'occupation et libérait le Liban Sud du joug de l'occupation, des centaines de civils libanais prirent d'assaut la prison de Khiam et rendirent la liberté aux quelques 150 prisonniers qui s'y trouvaient.

Les échanges de prisonniers sont aussi un élément déterminant de la stratégie de la résistance arabe. Depuis 2000, la libération des prisonniers a fait l'objet de négociations fermes entre le Hezbollah et l'État sioniste. Les victoires de la résistance islamique libanaise sont importantes, puisqu'elles ont permis, entre autres, la libération en

juillet 2008 de Samir Al Kantar, le doyen des prisonniers libanais enfermé depuis 1979 et de quatre autres résistants, contre les corps de deux soldats sionistes capturés en juillet 2006. Les cinq résistants ont été accueillis à Beyrouth en héros et le jour de leur libération est désormais commémoré chaque année au Liban comme le jour des prisonniers. Depuis il ne reste officiellement plus de prisonniers libanais dans les geôles sionistes, mais plusieurs personnes sont toujours portées disparues et plusieurs dépouilles n'ont pas encore été restituées.

Comité Action Palestine

Les Prisons de la Collaboration

le 18/9/2011 14:40:00 (503 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année un calendrier rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers** . Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. « Les Prisons de la Collaboration » a été publié pour le mois de juillet 2011.

Issue du processus d'Oslo, l'Autorité Palestinienne a été mise en place comme supplétif de la puissance occupante . Entité servile des intérêts israéliens dans tous les secteurs de la vie palestinienne, sa principale mission est de mater la résistance et d'agir à la place de l'entité sioniste là où cette dernière a été incapable de le faire. Cette mission a

été clairement acceptée par les négociateurs d'Oslo face à Israël et ses alliés américains. Elle est appliquée sans relâche depuis.

Dès 1996, les arrestations des opposants palestiniens au processus d'Oslo par les services de sécurité palestiniens se comptent par centaines. Des cours martiales sont mises en place en toute illégalité et la torture est généralisée. La répression s'accentue suite aux assassinats des leaders de la résistance et aux opérations martyrs qui y répondent. Tous les principaux responsables de la résistance sont arrêtés en Cisjordanie et à Gaza. En 1998, on fait état de plus d'une vingtaine de résistants morts sous la torture des prisons de l'Autorité. Même si la pression populaire conduit à la libération de tous les prisonniers politiques encore détenus par l'Autorité au début de la seconde Intifada, la répression repart de plus belle en réponse aux actions de la résistance. L'éviction de Yasser Arafat et la mise en avant de Mahmoud Abbas d'abord comme premier ministre puis comme président est parfaitement conforme au rôle sécuritaire que l'entité sioniste et ses soutiens occidentaux ont prévu pour l'Autorité Palestinienne.

Suite à la victoire du Hamas aux élections législatives en janvier 2006, à l'éviction de Gaza des forces collaboratrices par le gouvernement légitime, et au coup d'Etat perpétré par ces mêmes forces collaboratrices en Cisjordanie, la répression de la résistance et de toute forme d'opposition est devenue la seule raison d'existence de cette Autorité Palestinienne. Le général américain Dayton est alors chargé d'organiser et d'entrainer une force de supplétifs palestiniens en Cisjordanie, en particulier à Jenine qui symbolise la résistance dans cette région de la Palestine après le soulèvement de 2002 et la sévère répression qui a suivi. Les forces de sécurité de Dayton ont clairement pour mission de prévenir et de combattre toute forme de résistance et de maintenir un ordre politique qui permette la perpétuation et

le développement du système colonial. Les méthodes d'arrestation et de torture n'ont rien à envier à celles de la puissance occupante avec laquelle la collaboration est pleine et entière à ce sujet là également. De juin 2007 à février 2009, on dénonce déjà près de 22000 arrestations politiques en Cisjordanie. Plusieurs cadres de la résistance sont morts sous la torture dont Sheikh Majd Al Barghouti (février 2008) et Mohammed Al-Haj (février 2009). La répression s'étend à tous les sympathisants de la résistance, aux journalistes et à tous les opposants de la politique collaboratrice de l'Autorité de Ramallah.

Mais malgré cette répression, la résistance en Cisjordanie est toujours bien vivante . En témoigne l'attaque perpétrée contre des colons à Al-Khalil fin août 2010 au moment où les collaborateurs palestiniens s'apprêtaient à liquider les revendications palestiniennes lors d'énièmes négociations dont on sait parfaitement l'inutilité.

Comité Action Palestine

Les droits des Palestiniens ne sont pas négociables

L'histoire de l'entité coloniale nommée Israël n'a été qu'une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation . Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de **Sabra et Chatila** dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l'armée israélienne sous commandement d'Ariel Sharon et les milices

chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d'enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l'histoire de leur voile de mensonges. L'intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L'OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l'OLP avaient quitté Beyrouth. L'objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n'est malheureusement qu'un épisode dans le plan sioniste d'annexion et de judaïsation de toute la Palestine. L'ère des massacres commence dès la création de l'Etat d'Israël . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L'Etat d'Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l'exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s'inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer. Parce que la résistance populaire est plus forte, l'exil massif des Palestiniens n'est plus une option

envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, « Israël » a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée d'occupation n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser cette armée « israélienne » qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde et a remis fortement en question la légitimité de l'Etat sioniste à travers le monde.

L'année 2011 a été marquée par des changements politiques au Moyen-Orient, accentuant l'isolement et l'affaiblissement de l'entité sioniste…En Egypte, le mouvement populaire est clairement antisioniste et exige l'arrêt de toute collaboration avec « Israël ». De son côté, la Turquie semble remettre en question les relations anciennes avec cet Etat en annonçant l'arrêt de sa coopération économique et militaire. Le peuple jordanien appelle lui aussi à rompre tout lien avec l'entité sioniste.

Face à ces mouvements populaires arabes, qui contestent la domination impérialiste et sioniste, les puissances occidentales n'ont pas hésité à profiter de l'élan révolutionnaire dans le monde arabe pour fomenter un coup d'Etat en Libye : l'enjeu est de mettre en place un régime aux ordres et de faire main basse sur le pétrole. La Syrie subit aujourd'hui cet interventionnisme occidental, alors que l'Algérie et l'Iran ont été menacés de vivre le même sort…Le plan non avoué de l'Occident est de faire chuter les régimes contestant sa domination et de contrer les révolutions populaires dans le monde arabe et musulman. L'objectif

primordial est de maintenir par tous les moyens la survie de l'entité sioniste et garantir ainsi ses intérêts économiques dans le monde arabe. Cette politique tous azimuts de l'occident est bien le signe de l'essoufflement de sa domination dans cette région du monde ; ce que semblent montrer les échecs en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et bientôt en Libye.

En Palestine, ce nouveau contexte politique dans le monde arabe a poussé l' « Autorité palestinienne » à changer de tactique. Elle a d'abord fait croire à la mise en œuvre d'un processus de réconciliation avec le Hamas et les autres factions attachées à la résistance. Mais ce processus n'est pas allé plus loin que les beaux discours. La coopération sécuritaire avec l'armée occupante n'a jamais cessé. Les arrestations et les assassinats de responsables de la résistance sont toujours aussi nombreux. Gaza est toujours sous blocus contrairement aux annonces faites par les nouvelles autorités égyptiennes. La dernière trouvaille insensée de l'Autorité est de faire reconnaître par l'ONU un Etat palestinien sur les frontières de 67. Une telle reconnaissance signerait l'acte de capitulation du peuple palestinien. Ce dernier perdrait alors officiellement tous les droits pour lesquels il s'est battu jusqu'alors : autodétermination, retour des réfugiés dans leurs foyers. Dans ce contexte, la résistance sous toutes ces formes est toujours active : opérations militaires, manifestations de masse en Palestine de 48 et aux frontières de l'entité occupante au moment de l'anniversaire de la Naqba et de la Naksa. Quelles que soient les menaces de l'occupant et les initiatives des dirigeants de l'Autorité, les Palestiniens n'abandonneront jamais leurs droits.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l'infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à

ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu’à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

* La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

* La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine